



GREVE NATIONALE INTERPROFESSIONNELLE JEUDI 9 AVRIL

Contre toute austérité...

Contre le pacte de Responsabilité et pour le retrait de la loi MACRON...

Pour la satisfaction des revendications...

La politique économique du gouvernement qui s'inscrit dans la soumission aux diktats imposés par l'Union Européenne, conduit à la précarité et à la pauvreté des salariés, les jeunes et les retraités.

Les centaines de milliards d'aides fiscales et sociales données chaque année au patronat fragilisent notre système de protection sociale et le service public...

Aucune contrepartie n'est exigée en matière de maintien de l'emploi ou des salaires : les patrons bénéficient des subventions, des aides et des exonérations, mais les plans de licenciements et le blocage des salaires se poursuivent...

Le Pacte de Responsabilité, signé par le MEDEF, la CGPME, l'UPA avec la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC, avec le soutien de l'UNSA, et mis en œuvre par le gouvernement, ce sont 50 milliards d'économies en 3 ans pris sur les hôpitaux, l'enseignement, les collectivités locales, la sécurité sociale, les retraites, les prestations sociales...

Et ce sont 41 milliards de cadeaux supplémentaires au patronat.

Depuis 30 ans, les gouvernements exonèrent le patronat de cotisations sociales : cela se traduit par un chômage de masse et l'explosion de la pauvreté !

Le gouvernement poursuit la politique d'austérité : elle amène à des catastrophes partout où elle a été mise en œuvre.. (cf. Grèce, Portugal ; Espagne...).

Avec la loi MACRON, le gouvernement donne encore raison aux exigences du MEDEF : facilités pour licencier, banalisation du travail du dimanche, remise en cause de la justice prud'homale, privatisation du secteur ferroviaire, déréglementation du contrat du travail...

En utilisant l'article 49-3, le gouvernement veut passer en force pour imposer la loi MACRON... C'est un aveu de faiblesse ! La dernière fois qu'il a été utilisé, c'est en 2006 pour le CPE et face à la mobilisation, le gouvernement de l'époque avait été obligé de le retirer !

Mais pour l'Union Européenne, ça ne suffit pas : MOSCOVICI, commissaire européen à l'économie, exige la réforme du marché du travail...c'est-à-dire le démantèlement complet du Code du Travail et de toutes les garanties collectives...

Et pour le MEDEF, ça ne suffit pas non plus : le patron de la FNAC demande la disparition du repos dominical...

GATTAZ veut réduire les droits des représentants du personnel... Le MEDEF veut la disparition du SMIC, la remise en cause de la durée légale du temps de travail...

Ça suffit ! Il faut bloquer l'austérité... !

Il faut bloquer la destruction des droits et des acquis des salariés... !

**FO, CGT, FSU, Solidaires condamnent le Pacte de Responsabilité
et la Loi MACRON et en demandent le retrait !**

Ce n'est pas le patronat qu'il faut aider...

Ce sont les revendications urgentes des salariés qu'il faut satisfaire !

Augmenter les salaires, c'est bon pour l'économie (augmentation de la consommation) et bon pour la protection sociale : 1€ de plus de l'heure dans le privé et 8% d'augmentation du point d'indice dans le public, ce sont 15 milliards de plus pour la Sécurité Sociale !

· L'emploi est une préoccupation majeure des salariés : le gouvernement verse des aides publiques aux entreprises... Il doit bloquer les licenciements, les délocalisations, le dumping social, les fermetures d'entreprises, y compris en nationalisant ! Dans le secteur public, il faut arrêter les suppressions de postes et créer tous les postes statutaires nécessaires dans les 3 fonctions publiques !

· Le retour à la retraite à 60 ans à taux plein et l'abrogation de toutes les régressions opérées depuis 1993 pour favoriser entre autres l'embauche en CDI des jeunes !

· Les services publics doivent être préservés et renforcés... Ils sont indispensables pour garantir l'égalité des droits des citoyens et le développement économique sur tout le territoire...

Le projet de réforme territoriale, de l'école et de l'enseignement supérieur, la loi Santé, etc... doivent être retirés...!

**FO, CGT, Solidaires, FSU appellent les salariés, retraités,
privés d'emploi, précaires à se mettre en grève et à participer
à la manifestation le :**

**JEUDI 9 AVRIL A 15 H
MAISON CARREE A NIMES**